

# ACTEURS



## Réunion d'initiative locale

Convaincus que les recommandations exprimées par le monde économique devaient faire l'objet d'un apport concret au Grand Débat National, la CCI et le MEDEF des Landes en collaboration avec d'autres représentants du monde économique et syndicats professionnels, la CPME, le CJD, l'OTRE Pays de l'Adour, la FNTR, la Fédération du Bâtiment, l'Ordre des avocats de Dax, ont décidé d'organiser le 26 février en soirée à l'antenne de la CCI des Landes à Dax, une réunion d'initiative locale réservée aux chefs d'entreprises afin de recueillir leurs préoccupations et leurs propositions.

### Trois thèmes ont été abordés :

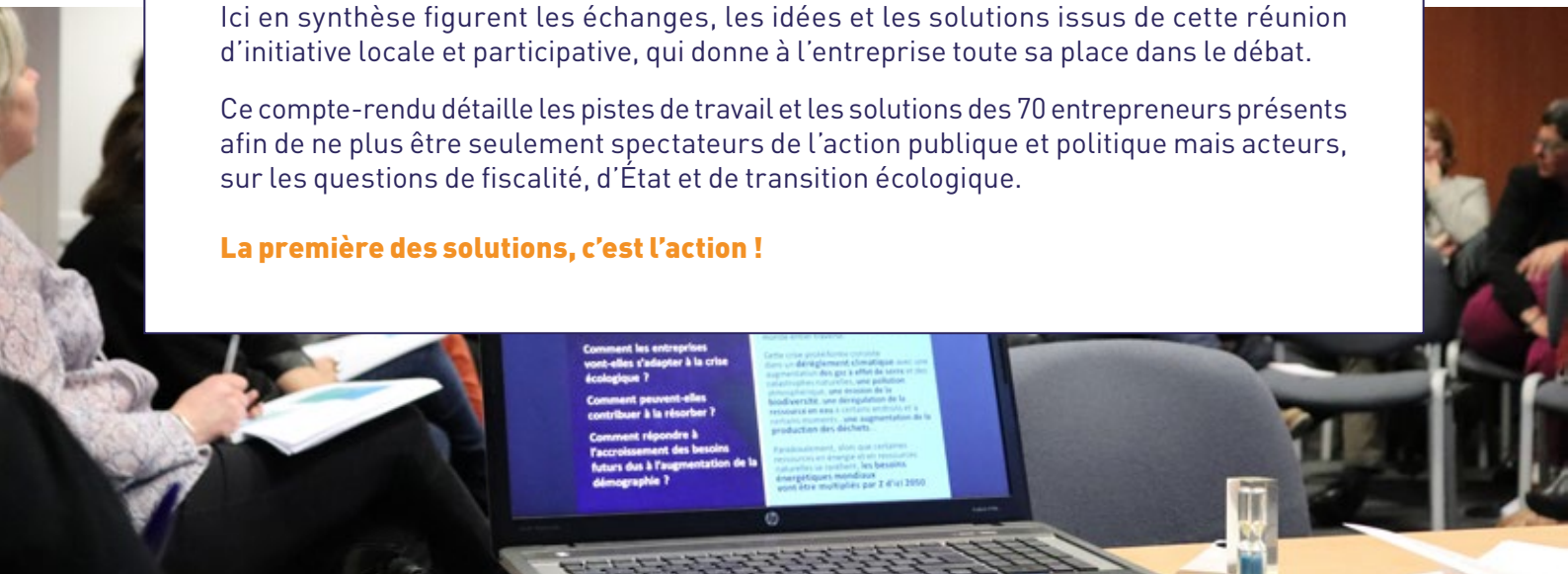
- Fiscalité, dépenses et action publique,
- Organisation de l'État et des Services publics et
- Transition écologique.

## Se faire entendre pour agir.

Ici en synthèse figurent les échanges, les idées et les solutions issus de cette réunion d'initiative locale et participative, qui donne à l'entreprise toute sa place dans le débat.

Ce compte-rendu détaille les pistes de travail et les solutions des 70 entrepreneurs présents afin de ne plus être seulement spectateurs de l'action publique et politique mais acteurs, sur les questions de fiscalité, d'État et de transition écologique.

**La première des solutions, c'est l'action !**



# Transition écologique

## LE POINT DE VUE DES ENTREPRENEURS LANDAIS

« Il nous faut inventer des leviers positifs. »

Les entreprises doivent d'abord avoir conscience de l'impact de leurs activités sur l'environnement pour leur permettre d'investir facilement pour progresser sur leurs consommations d'énergie, l'utilisation d'énergies renouvelables, le traitement des déchets ou le transport.

## LES PROPOSITIONS

### # POSITIVISME

Développer les crédits d'impôts, les bonifications d'intérêts et les mécanismes de sur-amortissements pour soutenir la transition écologique.

### # TRANSPORT DÉCARBONÉ

- Mettre en place un contrat de transition énergétique avec l'ensemble des parties prenantes du transport (collectivités comme entreprises) afin d'aménager le territoire pour permettre aux entreprises de s'équiper en véhicules décarbonés.
- Dégrever de taxes pendant 2 ans les usagers de véhicule mix énergétique comme en Allemagne.
- Aider les entreprises de transport à changer leurs véhicules plutôt que de les taxer pour leurs émissions liées aux transports.

### # STABILITÉ

- Droit à l'expérimentation et à l'adaptation avant d'être taxé pour laisser davantage de temps aux entreprises pour inscrire les réformes demandées dans la durée (RGE, DPE, CITE...).
- Accompagner et renforcer les contrôles et mises en conformité.
- Généraliser les diagnostics pour faire un état des lieux et des possibilités existantes au sein des entreprises sur la transition & écologique.

### # MUTUALISER

- Mutualiser le transport de colis avec les cars scolaires pour livrer des colis.
- Rationnaliser les livraisons en ville en mutualisant les camionnettes de livraison.

### # NUCLÉAIRE

Avoir une autre approche moins dogmatique du nucléaire :

- Remettre en débat la question de la fermeture de Fessenheim et la réouverture de la 4<sup>ème</sup> génération de l'énergie nucléaire.
- Former de petits cercles citoyens qui s'informent et informent le public sur l'énergie nucléaire.

### # CRITÈRE

Faire de l'écologie un critère pour les marchés publics favorisant ainsi les entreprises locales.

« Pour limiter le cas des gaz effets de serres ; travailler en circuits courts, cela veut dire travailler avec les entreprises locales sur tout ou partis des appels d'offre. »

# Organisation de l'État et des services publics

## LE POINT DE VUE DES ENTREPRENEURS LANDAIS

Limiter le mille-feuilles administratif et l'explosion incontrôlée dans les collectivités territoriales afin de responsabiliser chacun des échelons, déconcentrer tout en conservant proximité et humanité.

## LES PROPOSITIONS

### # PROXIMITÉ

- Ne pas tout dématérialiser car le contact humain, l'écoute et l'accompagnement est central dans la bonne réalisation de démarche administrative.
- Les départements pourraient recouvrir la clause de compétence générale dans les ZRR.
- Limiter l'interventionnisme de l'Etat dans les décisions et dans la gestion des entreprises tout en favorisant les échanges directs et de proximité.

« Ce que j'attends de l'Etat, c'est qu'il y ait moins d'Etat dans mon entreprise, moins d'agents administratifs qui soient là pour me dire comment je dois dépenser mon argent et de quelle façon de dois gérer mon entreprise. »

### # RÉACTIVITÉ

Développer la capacité des acteurs publics et semi-publics à être plus agiles et plus réactifs pour répondre aux besoins des entreprises.

« Où sont les 2 426 692 agents publics ? Parce qu'on nous renvoie toujours sur le numérique, sur le site internet,... sauf que la question qu'on veut poser, en général, elle n'est ni dans les rubriques, ni dans les sous-rubriques... »

### # CLARIFICATION

- Permettre une bonne identification des interlocuteurs. Le système est complexe, il faut faire connaître les compétences et les responsabilités pour savoir à qui s'adresser.
- Avoir le courage de supprimer certains organismes tels que le CESE, le Sénat ou d'autres Comités.

### # CONTRÔLE

- Dissocier les entreprises publiques (qui font concurrence au privé via des filiales ou agences) de la fonction publique et des services publics.
- Mettre en place une évaluation et un contrôle des actions des collectivités territoriales par un organisme indépendant.
- Appliquer les mêmes règles à tous (ex : concurrence déloyale des associations face aux commerçants non sédentaire...), concurrence des collectivités face aux agences et autres organismes déjà existants.

# Fiscalité et dépenses publique

## CE QUE SOUHAITENT LES ENTREPRENEURS LANDAIS

Dépenser moins mais surtout dépenser mieux ! Avoir une meilleure considération de l'ensemble des prélèvements (nationaux / locaux, directs / indirects) afin de redonner de la compétitivité aux entreprises. Elles doivent pouvoir être en concurrence avec nos voisins européens sans que la fiscalité soit un handicap trop important.

## LES PROPOSITIONS

« En France, on court avec un sac à dos fiscal beaucoup plus lourd que nos concurrents notamment européens. »

### # EFFICIENCE

- Viser une plus grande efficacité et une meilleure efficacité des dépenses publiques tout en préservant le modèle social français (notamment le système éducatif).
- Imaginer la notion de Service Public Rendu à l'image de ce qui existe dans la santé avec le Service Médical Rendu.

### # CLARTÉ

Présenter de façon pédagogique et transparente l'utilisation des fonds récoltés.

### # STABILITÉ

L'entreprise a besoin d'une grande stabilité de son environnement et en particulier de son environnement fiscal pour être compétitive :

- Inscrire les réformes dans la durée afin de permettre aux entreprises de s'y conformer.
- La stabilité réglementaire permettrait de sortir d'une évaluation sur des temps courts.

### # SIMPLIFICATION

Poursuivre les démarches de simplification et de dématérialisation.

« Laissez-nous travailler et simplifiez-nous la vie ! »

### # CONTRÔLE

Assurer un meilleur contrôle des dépenses publiques, notamment en limitant les abus. Par exemple sur :

- les accidents du travail en faisant le distinguo entre les accidents survenant dans le cadre d'une mission professionnelle ou sur le chemin du travail et les accidents survenant à proximité du lieu de travail sans lien avec l'activité.
- les arrêts maladie en augmentant le délai de carence partout à 2 jours.



# L'éducation et la formation une priorité !

En fil rouge de ces trois thèmes, les entrepreneurs et entreprises landaises mettent l'accent sur l'avenir ! Pour eux, miser sur l'avenir c'est parier sur l'éducation, la formation et la jeunesse. L'entreprise redevient fréquentable pour les jeunes et plus de 50%\* d'entre eux envisagent de créer la leur, nous devons les y encourager.

## CE QUE SOUHAITENT LES ENTREPRENEURS LANDAIS

Favoriser les rencontres entre les entreprises et les demandeurs d'emploi notamment chez les jeunes et les personnes en reconversion et valoriser les métiers.

## LES PROPOSITIONS

### # ADÉQUATION

- Meilleure adéquation entre les formations proposées et les offres d'emplois afin qu'elles suivent l'évolution de la société.
- Mettre l'accent sur les emplois d'avenir et sensibiliser les jeunes sur l'orientation.
- Créer un cursus d'enseignement calqué sur les besoins des entreprises.
- Promouvoir les métiers et notamment ceux qui recrutent auprès des jeunes et des parents.

### # OUVERTURE

- Mener une action de communication envers les parents, les enseignants et l'Education nationale pour qu'ils changent leur perception des métiers liées à l'apprentissage.
  - Ouvrir l'apprentissage et les contrats de professionnalisation dans les secteurs en tension.
- « Arrêter de limiter cet accès aux besoins de main-d'œuvre mais au contraire ouvrir le champ des possibles. »
- Ne pas limiter l'âge pour faire un apprentissage ou un contrat pro.

### # PROFESSIONNALISME

- Les écoles et les établissements qui forment les jeunes doivent organiser la recherche de stage.
- Les entreprises doivent se donner le temps d'accueillir les stagiaires. Former les générations futures au lieu de perdre du temps dans l'administratif.

\* Source : Etude menée par OpinionWay en 2018.

